

Lycée Théodore Deck - Guebwiller
Projet pédagogique
L'élection présidentielle française de 2017

Professeur responsable : Pierre MULLER (SES)

Classes et professeurs directement concernés : Les professeurs de SES, d'histoire et géographie , de philosophie ; les élèves des classes de Terminale ES, de Première ES2 et de Seconde F.

Pourront également être associés à ce projet :

- les délégués de classe, membres du Conseil des délégués pour la vie lycéenne
- les professeurs en charge du numérique dans l'établissement.

Résumé du projet et mots-clés : Analyser les programmes des candidats à l'élection présidentielle française de 2017 ; diffuser une information sur les contenus des programmes à l'ensemble des élèves du lycée ; procéder au vote des lycéens sous la forme d'une simulation du premier tour de l'élection.

1. L'objectif général : une contribution à l'apprentissage de la citoyenneté au lycée.

Ce projet a pour but de familiariser et de sensibiliser les jeunes lycéens à l'exercice des droits et devoirs civiques dans une démocratie représentative. Dans ce système où, selon l'abbé Sieyès, le peuple règne mais ne gouverne pas, l'élément démocratique repose tout entier sur le caractère universel du suffrage. Par l'élection, le citoyen désigne son représentant à l'issue d'une compétition électorale entre différentes offres politiques. Le rôle du citoyen se retrouve donc tout entier dans l'acte du vote, ce geste essentiel et déterminant qui traduit à la fois une délégation de pouvoir et la marque d'un consentement. En France, comme d'ailleurs dans toutes les démocraties représentatives, le

vote s'est accompagné d'un processus historique qui a abouti à sacraliser le suffrage universel. Le moment électoral constitue donc la principale justification démocratique de notre système politique ; il confère une légitimité au vainqueur du scrutin. Dès lors, est-on en droit de s'interroger sur les enjeux de la participation électorale et les implications de l'abstention ? Sur les mécanismes sociaux, éthiques et philosophiques qui fondent un choix partisan et qui engagent le citoyen dans une communauté de destins ? Ces questions portant sur les moyens d'actions d'un citoyen français pour prendre part à la vie démocratique émergeront vraisemblablement à un moment du déploiement de ce projet. Nous ne visons pas d'y apporter des réponses définitives – celles-ci relèvent plutôt d'une démarche personnelle. Nous envisageons plus modestement de faire émerger chez les lycéens un questionnement sur le sens de leur engagement social et politique dans la cité.

Ce projet vise donc à accompagner l'élève dans la construction de son identité politique. On sait que ce processus se joue dans une interaction complexe entre l'influence du milieu social d'origine (la famille) et celle des liens qui se nouent dans l'environnement social de proximité (les associations, les amis, les voisins), et dans un espace social plus lointain, comme c'est le cas aujourd'hui sur les réseaux sociaux. L'identité sociale des jeunes se construit de plus en plus par des références acquises à l'extérieur du cercle familial. La réalité de l'internet comme nouveau média et opérateur de nouvelles formes de sociabilité, notamment virtuelles, est un fait social et politique majeur dont nous devons tenir compte dans ce projet. Les politiques en ont parfaitement compris l'enjeu puisque, aujourd'hui, une partie de la campagne électorale se joue dans une communication présente sur les réseaux sociaux. L'analyse des programmes, des prises de paroles des candidats s'appuiera en partie sur cette forme nouvelle de communication politique.

L'étude de la campagne électorale présidentielle de 2017 pourra apporter aux lycéens cette information claire et impartiale sur les options offertes par les différents programmes politiques et, *in fine*, sur les enjeux du vote. Elle sera le point de départ d'un travail pédagogique d'information, de sensibilisation, de décryptage des principales propositions politiques des candidats et finalement - puisque tel est l'objectif premier – d'appropriation par les jeunes lycéens eux-mêmes des enjeux du vote.

Le programme enseigné dans les classes de sciences économiques et sociales (SES) servira de cadre général à ce travail. Il sera complété par des initiatives prises en commun avec les instances de la représentation lycéenne de l'établissement. Nous nous proposons d'apporter aux élèves des trois composantes de l'établissement (le lycée d'enseignement général, le lycée technologique, le lycée professionnel) les outils pour permettre à chacun d'accéder à une meilleure compréhension du réel et de construire son choix politique.

L'argumentation

La participation électorale et les enjeux sociaux et politiques du vote font partie du programme de SES des classes de Première et de Terminale. Un enseignement de spécialité en « Sciences sociales et politiques » permet également aux élèves de Terminale d'aborder les principaux thèmes de science politique, en particulier ceux portant sur l'organisation du système politique démocratique et la participation politique. Les enseignements d'histoire et de philosophie analysent avec leur propre grille de lecture le fait politique contemporain. La question du politique est donc bien présente et enseignée dans les programmes du lycée de l'enseignement général. Toutefois, à l'exception du cours de spécialité, force est de constater que la place qui est généralement dévolue à la science politique – en volume horaire et dans le calendrier scolaire - demeure plutôt limitée dans la programmation des collègues. Ce projet a également pour objectif de montrer que la politique peut être perçue comme un axe transversal qui donne du sens à une discipline qui combine des savoirs issus de la science économique et de la sociologie.

Le rôle du Conseil des délégués pour la vie lycéenne (CVL)

Le Conseil des délégués pour la vie lycéenne (CVL) assure la représentation des élèves et leur libre expression au sein des instances de l'établissement. Par son mode de fonctionnement collégial, le CVL pourra occuper une place centrale dans ce projet. Il lui confère aussi une dimension inclusive qui nous apparaît

très importante pour permettre la mobilisation de l'ensemble des forces de la communauté éducative.

En résumé, ce projet vise la transmission de savoirs pratiques sur la politique ; il promeut une culture de la citoyenneté et du vivre ensemble républicain au sein de l'établissement, en positionnant les jeunes comme des acteurs politiques à part entière dans la cité.

2. Cinq axes du programme de SES serviront de point d'ancrage au travail des lycéens

1/ Quelle Europe voulons-nous et quelle place la France doit-elle occuper dans les institutions de l'Union européenne ?

2/ L'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes : comment réduire le chômage des jeunes aujourd'hui ? (selon les données d'Eurostat de février 2016, le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans en France s'établit à 24,6%)

3/ Les inégalités sociales et la lutte contre la pauvreté. Que faire pour réduire la fracture qui sépare les 8,8 millions de Français en situation de pauvreté (soit 13 % de la population totale selon les données de l'INSEE de 2014) du reste de la population ? Quels risques une telle situation fait-elle courir à la solidarité nationale ?

4/ La mondialisation des échanges : dans un monde tenté par le repli sur soi, comment mesurer l'impact de la mondialisation sur le fonctionnement de l'économie française ? Peut-on envisager une nouvelle organisation des relations économiques internationales ? Les solutions en vue d'une mondialisation mieux « encadrée et maîtrisée » sont-elles envisageables et réalistes à l'échelle de la France ?

5/ L'environnement et la transition énergétique. La France est-elle un « modèle » dans la mise en œuvre d'une croissance soutenable compatible avec les objectifs d'un développement durable ? Quelles solutions peut-on trouver collectivement pour réduire la pollution, préserver l'environnement et la santé de tous.

3. La description du projet

L'élection présidentielle est un moment-clé de la vie démocratique de notre pays. Le temps de la campagne électorale concentre les éléments du débat public qui va orienter les termes du choix d'un projet politique pour la collectivité. Au début du mois de mars, chaque candidat à l'élection aura rendu public l'essentiel de son programme et défini les priorités qui dessineront les contours de la France du prochain quinquennat jusqu'à l'horizon de 2022. Le travail des élèves prendra appui sur le contenu de ces propositions, afin d'identifier pour chacun des cinq axes mentionnés *supra*, les lignes de force de des propositions des principaux candidats, leurs points de convergence, les antagonismes. Ce travail sera organisé au sein de groupes encadrés par des professeurs de l'établissement. Il se déroulera durant les séances de cours de la première quinzaine du mois de mars. Des rencontres et des débats pourront également avoir lieu dans le lycée, à l'initiative du CVL. Ils compléteront ce travail et permettront de toucher le plus grand nombre avec l'objectif de susciter leur intérêt pour la chose publique.

4. Le calendrier

Le projet se déroulera en deux étapes :

4.1. En mars et avril 2017, à partir du retour des congés d'hiver (du 27 février au 8 avril).

Travail en classe. Les programmes politiques des candidats seront analysés par les élèves durant les séances de cours de SES et d'accompagnement pédagogique. Les élèves se verront proposer la confection de panneaux qui synthétiseront les principales propositions des candidats. Chaque panneau comportera une introduction et un appareillage critique permettant de diffuser une information claire et objective. Tous les panneaux seront exposés dans des lieux du lycée accessibles à tous (CDI, cantine, vie scolaire) au moins deux semaines avant l'élection. Une version électronique de ces travaux pourra également être diffusée sur la page Facebook du lycée. L'objectif est de donner à tous les élèves des clés de lecture du scrutin présidentiel.

Parallèlement à ce travail, en amont ou en aval de l'élection, le CVL pourra inviter des personnalités locales (élus, responsables d'association, journalistes, universitaires) à des **rencontres publiques** sur des thèmes qui touchent la citoyenneté et l'engagement politique des jeunes. Ces rencontres seront préparées par les enseignants engagés dans ce projet. Ils se portent garants du respect de la neutralité de ces interventions qui fonde notre démarche.

4.2. La seconde étape sera celle du vote : un scrutin sera organisé dans le lycée durant deux jours, les 4 et 5 avril 2017

Chaque élève du lycée qui aura eu la possibilité de s'informer sur les programmes des candidats pourra, par un vote, exprimer son opinion politique, dans le respect des règles du code électoral. De manière expérimentale, nous procéderons à un vote électronique. Chaque élève recevra un code personnel pour accéder à un site sécurisé sur lequel il pourra voter.

Le bureau de vote sera composé des trois filières de l'établissement. Le recueil des résultats du vote, puis leur analyse seront l'occasion pour les élèves des filières ES de produire un matériau de connaissances nouvelles et originales.

Les résultats du scrutin n'ont pas vocation à être publiés et/ou utilisés en dehors de l'établissement à des fins électorales. Au-delà de la période électorale du printemps 2017, ils pourront servir de support à la publication d'un travail scientifique sur le rapport des jeunes à la politique. L'assistance technique de l'IEP de Strasbourg et le travail d'expertise et de conseil qui pourra être mené à cette occasion confèrent au projet une reconnaissance et un crédit scientifique.

Résumé des objectifs pédagogiques du projet :

Travailler sur les valeurs de l'engagement citoyen ; soumettre à l'épreuve du réel les connaissances des élèves sur le système politique français (les institutions de la Vème République, le vote, la participation politique, les répertoires d'action) ; produire un travail collectif et organiser des débats publics ; rendre compte et favoriser l'expression des élèves en public à l'occasion de séances d'information et de rencontres.

Institutions pouvant être associées au projet : IEP de Strasbourg ; presse régionale ; les collectivités locales.

Visibilité : locale, voire nationale.